



## La Polytechnique Total

Par [Alain Deneault](#)

Mondialisation.ca, 17 février 2018

[Le Devoir \(Idée\)](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire, société et culture,](#)

[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie,](#)

[Transnationales](#)

Analyses: [LE QUÉBEC](#)

Où s'arrête l'emprise des multinationales sur nos institutions, nos pratiques, notre culture ?

Philippe Tanguy vient de faire ses premières interventions en tant que directeur de l'École polytechnique de Montréal. Alors candidat à la fonction, les médias ont rappelé qu'il agissait comme vice-président aux programmes de partenariat en recherche et développement de la Total American Services, une des nombreuses filiales de la multinationale de l'énergie Total.

On obtiendrait un tableau plus juste encore de ce que représente l'intéressé si on rappelait qu'il fut membre de cette espèce d'université virtuelle de la multinationale existant sous l'appellation « Total Professeurs associés ». Il s'agit d'un réseau d'influence formé de professeurs et d'experts appointés par la firme et chargés d'investir le champ de la recherche afin de peser sur les institutions tant en ce qui concerne leurs délibérations que le fondement idéologique qui régit ces réflexions. Pudiquement, dans les termes de Total, cet étrange corps professoral vise à « promouvoir les relations entre le monde pétrolier et les universités ou les grandes écoles grâce à des présentations techniques ou économiques par des professeurs ou experts ». C'est réussi dans le cas de l'École polytechnique de Montréal.

Cela va de pair avec d'autres stratégies de Total, comme la création d'une « marque pédagogique », Planète énergie, censée outiller le personnel d'établissements d'enseignement sur les enjeux du gaz et du pétrole, avec un fort accent mis sur la géologie et une omission presque complète d'enjeux sociaux, historiques ou écologiques. Dans le domaine de la recherche, la firme ne manque pas de financer également comme « experts » des scientifiques tels que Michel Aubier, qui a été condamné en France pour « faux témoignage » après avoir tu ses liens avec la multinationale alors qu'il avait minimisé, auprès de sénateurs en commission, l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé. Combien d'entreprises doctorales ou de centres de recherches universitaires ne se trouvent pas ainsi soutenus par la firme ? Elle sait enfin s'assurer que rayonne le « savoir » ainsi généré sous le sceau d'institutions qui continuent de prétendre à l'indépendance. On a appris en France qu'elle avait dépêché des représentants de grands médias, dont un du quotidien *Le Monde*, pour faire valoir la Bonne Nouvelle dans des régions où on exploite le gaz de manière non conventionnelle, sans que le lectorat soit avisé de la commandite. Dans un étonnant élan de franchise, les services de marketing de Total ont exposé toute la condescendance par laquelle ils abordent le milieu journalistique, dans un stupéfiant dessin animé intitulé *Very Press Trip*, disponible en ligne.

## Intégrer des partenaires privés

Comme bien d'autres multinationales, la firme met ici en oeuvre un programme musclé de lobbying, lequel ne consiste pas seulement à influencer tel ou tel décideur public sur tel ou tel dossier, mais toute la société, à commencer par les plus influents de ses membres, afin d'imprimer au titre d'une culture générale ce qu'il en est de son discours d'intérêt et du cadre dans lequel elle souhaite évoluer socialement.

Présentant sa vision auprès de l'Association des diplômés de Polytechnique le 8 février dernier, M. Tanguy n'a surpris personne en insistant sur la nécessité d'intégrer toujours davantage de partenaires privées au sein de l'École, parlant même d'une délégation des activités de recherche de leur part à Polytechnique, une façon d'intégrer directement aux activités des firmes une université pourtant encore massivement financée par des fonds publics. Tout est désormais au contingentement, à la professionnalisation, à la gouvernance et aux logiques managériales, à l'insolence que permet l'argent et aux profits à court terme. Le personnage pousse même la coquetterie jusqu'à se complaire explicitement dans le rôle d'« affreux industriel » qu'il dit qu'on lui prête.

L'entrée en force d'un représentant de Total au sein de l'établissement montréalais est d'autant plus gênante qu'en France, un mouvement inverse se dessine, comme à l'Institut d'études politiques de Paris (Science Po) notamment, où des étudiants se mobilisent dans le cadre de la campagne Zéro fossile, pour amener l'établissement à rompre son partenariat avec la firme au dossier éthique et moral fort controversé.

L'affaire est grave, car une société ne saurait se permettre de compter sur des ingénieurs, géologues et autres détenteurs de savoirs pratiques qui se contentent de marcher au pas des pouvoirs établis dès lors que de l'argent se trouve promis au bout du chemin. Qui sait, aujourd'hui, eu égard à des enjeux de santé publique et d'écologie, où peut mener la complaisance de techniciens dépourvus d'esprit critique se livrant à ce qu'en un autre temps Hannah Arendt a appelé « la banalité du mal ».

Une société en santé requiert au contraire des techniciens éclairés, capables d'admettre qu'une pensée critique sur les conséquences et incidences de leur maîtrise technique excède la stricte sphère de leurs compétences. Elle nécessite aussi de compter sur des citoyens, plus que de simples exécutants, aptes à se ressaisir et à se constituer en « lanceurs d'alerte », lorsqu'un pouvoir auquel ils se trouvent subordonnés nuit gravement au bien commun. Mais pour y arriver, encore faut-il compter sur un État et sur des institutions qui ont à coeur le sens du service public et de la citoyenneté.

**Alain Deneault**

Lire également :



**[La nomination d'un dirigeant de Total à la tête de Polytechnique Montréal fait scandale](#)** [Science sous influence ?](#) Par [Olivier Petitjean](#), 10 décembre 2017

La source originale de cet article est [Le Devoir \(Idée\)](#)

Copyright © [Alain Deneault](#), [Le Devoir \(Idée\)](#), 2018

---

Articles Par : [Alain Deneault](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)